

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Dijsselbloem

Depuis le début de la crise grecque, les maîtres allemands de l'Union ne se contentent pas d'imposer des recettes meurtrières : ils inspirent des campagnes de presse qui désignent les Grecs comme un peuple de paresseux et de voleurs. Mais voici que le mépris, la xénophobie et le racisme sont ouvertement affichés par les dirigeants de l'Union moribonde.

Président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem a déclaré que la solidarité était très importante à ses yeux de social-démocrate mais... « celui qui la réclame a aussi des devoirs. Je ne peux pas dépenser tout mon argent pour le schnaps et les femmes et ensuite réclamer leur soutien ». Ce n'est plus seulement la Grèce mais toute l'Europe du sud qui est assimilée au vice et à la dégénérescence.

Malgré les protestations des États insultés, le valet de Wolfgang Schäuble et d'Angela Merkel a d'abord refusé de présenter ses excuses puis exprimé du bout des lèvres des regrets, tout en refusant d'envisager une démission que Berlin n'a d'ailleurs pas demandée. Il est vrai que, pour son soixantième anniversaire, l'Union désunie aurait eu tort de se priver d'un personnage aussi représentatif !

Charles d'Angleterre

Le prince écologiste

Monnaie

Bilan
de l'euro

p. 4

Corée

Tournant
démocratique

p. 9

La désillusion lyrique

Quelles leçons tirer du scrutin législatif néerlandais du 15 mars, présenté comme décisif pour l'avenir de l'Union européenne au même titre que les scrutins allemands et français à venir ?

Première leçon : l'échec relatif du Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders. Crédité de 30 à 35 sièges par les différents instituts de sondage, le parti du *leader* populiste néerlandais n'obtient que 20 sièges et 13,1 % des voix, alors que le Parti populaire libéral et démocrate (VVD) du Premier ministre sortant, M. Rutte, obtient 21,2 % des voix, 33 sièges, et reste le premier parti du pays. Cela a bien sûr provoqué des réactions enthousiastes à Berlin et à Bruxelles, le chef de la diplomatie allemande écrivant dans un *tweet* aux accents lyriques : « Pays-Bas, ô Pays-Bas, vous êtes des champions. Félicitations pour ce résultat fantastique ». Pourtant, les choses ne sont pas aussi simples. Le PVV a obtenu cinq sièges supplémentaires et le VVD lui en a perdu huit. La victoire est donc toute relative. Par ailleurs, les courants de droite et libéraux ont su récupérer le discours anti-immigration du *leader* populiste. La coalition sortante a préconisé une politique migratoire restrictive. Le bras de fer récent de M. Rutte avec M. Erdogan a aussi joué en sa faveur. Enfin, un parti identitaire, *Denk*, créé par des élus d'origine turque, a obtenu trois sièges. Les dirigeants de Bruxelles seraient donc avisés de ne pas trop aisément crier à la victoire.

Deuxième leçon : l'effondrement et l'émiettement des socialistes. Le Parti du Travail (PVDA) passe de 38 à 9 sièges et dépasse à peine les 5% des suffrages exprimés. Il paye, à n'en pas douter, son double langage : anti-austérité, avant les élections de 2012, et austéritaire, au sein de la coalition gouvernementale de M. Rutte. Qu'en pense M. Dijsselbloem président de l'Eurogroupe et membre du PVDA ? Avec la défaite social-démocrate et le recul des libéraux, la coalition au pouvoir a perdu 50 % de ses sièges.



Le roi Willem-Alexander inaugurera la nouvelle Chambre Basse

La hausse du chômage, l'explosion de l'emploi à temps partiel, le creusement des inégalités lui a coûté cher. Les sentiments d'abandon et de trahison ressentis par une partie non négligeable de l'électorat social-démocrate a conduit cette dernière à rejoindre les écologistes de Jesse Klaver, les Verts, qui ont quadruplé leur nombre de sièges passant de quatre à quatorze. Ouvertement pro-européen, favorable à l'accueil des réfugiés, ils préco-

nisent l'augmentation des impôts pour les plus riches et la diminution des dépenses de défense, un programme qui a peu de chances de séduire les eurocrates bruxellois. Les libéraux de gauche de Démocratie 66 et, dans une moindre mesure, les socialistes eurosceptiques du parti socialiste (SP) - malgré leur stagnation - ont aussi pu bénéficier de l'effondrement du PVDA.

Troisième leçon : une chambre basse émiettée. Ce ne sont pas moins de onze partis qui siègent désormais à la chambre basse. Cet éparpillement est favorisé par le scrutin proportionnel intégral. Il n'en reflète pas moins les divisions de la société néerlandaise. Il sera difficile à M. Rutte de former un nouveau gouvernement. S'il peut aisément obtenir le soutien des chrétiens démocrates et des libéraux de D66, à condition de mettre de l'eau dans son vin au parfum d'austérité, il lui manquera encore au moins cinq sièges. Pourra-t-il les trouver dans le groupe ChristenUnie (5 sièges) formation protestante et sociale ou au Parti politique réformé très conservateur (3 sièges) ? Possible, mais les positions de D66 qui a favorisé les lois sur l'euthanasie, les dons d'organe ou les droits des homosexuels risquent de les heurter, au même titre que certains députés du CDA.

À terme, une coalition émergera sans aucun doute. Les Néerlandais sont patients. Mais le pays n'en reste pas moins divisé politiquement et fracturé socialement. Cela devrait rendre la Commission européenne et le gouvernement allemand moins lyriques.

Marc SÉVRIEN

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Dijsselbloem - P 2 : Pays-Bas : La désillusion lyrique - P 3 : Présidentielle : Impasse Mélenchon (suite) - P 3 : Écho des blogs : La fin du néolibéralisme - P 4 : Monnaie unique : Quel bilan pour l'euro - P 5 : Corée : Tournant démocratique - P 6 - 7 : Philosophie politique : Le nouveau monde selon Marcel Gauchet (2) - P 8 : Changement climatique : un engagement princier - P 9 : Idées : L'intimidation contre le débat - P 10 : Travail : Les romans d'entreprise - Jeunes pousses : Un monde sans pitié - P 11 : Parution - Congrès - Permanences - Mercredis - P 12 : Éditorial : Capacités et incapacités forntistes

Impasse Mélenchon (suite)

À la suite d'erreurs dans l'éditorial de notre dernier numéro, Bertrand Renouvin a publié sur son blog une note autocritique que nous reproduisons ci-dessous. Nous avons pu constater, en cette occasion fâcheuse, que nos publications étaient attentivement suivies par des militants du Parti de gauche et de la France insoumise. Ils ne nous écrivent jamais pour nous approuver. Ils se font une joie de dénoncer nos fautes avec sévérité. C'est de bonne guerre... Nous ne saurions nous plaindre, mais nous tenons à dire que nous ne sommes pas en guerre avec Jean-Luc Mélenchon et ses amis. Nous déplorons l'erreur stratégique qui consiste à engager, dans l'isolement, un combat sur les institutions alors que la bataille décisive met en jeu la souveraineté de la nation française.

Consacré à la critique du projet de 6^{ème} République de Jean-Luc Mélenchon, mon éditorial du numéro 1118 de *Royaliste* contient deux erreurs graves que des lecteurs ont bien voulu me signaler. J'ai pris pour référence la déclaration faite par Jean-Luc Mélenchon pour le lancement de sa campagne et, lors des vérifications effectuées sur le site du candidat, j'ai manqué les précisions apportées sur la procédure envisagée.

Le fait est que je n'avais pas sous la main le programme complet du candidat. Je présente mes excuses à Jean-Luc Mélenchon et à tous ceux qui ont participé à l'élaboration de son programme : il est parfaitement rigoureux de prévoir un premier référendum proposant la création d'une assemblée constituante et un second portant sur le projet constitutionnel. Je reconnais également m'être trompé sur les intentions de Jean-Luc Mélenchon, s'il est élu président de la République. À la lecture de textes mal choisis, je n'avais pas compris qu'il partirait après l'adoption du projet constitutionnel.

Ces défaillances dans l'information et ces fautes d'attention étant publiquement confessées, je maintiens les deux points essentiels de ma critique : 1/ Il est possible et souhaitable de réformer notre Constitution sans qu'il soit nécessaire de procéder à une refondation par voie d'assemblée constituante; 2/ La question décisive, dans le moment historique présent, n'est pas celle des institutions mais celle de la souveraineté. Plutôt que d'organiser un *Défilé pour la 6^{ème} République*, Jean-Luc Mélenchon, invoquant l'article 5 de notre Constitution, aurait dû appeler à une manifestation pour l'indépendance nationale. Les militants de la Nouvelle Action royaliste y auraient très volontiers participé et ils y auraient certainement rencontré les jeunes et vieux amis gaullistes.

Bertrand RENOUVIN

La fin du néolibéralisme

Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économique, essayiste et membre du Comité Orwell. Il a été reçu sur le blog *L'Arène nue* (1) pour traiter de la fin du cycle néolibéral.

Il nous expose « que nous sommes en train de changer de cycle et que le néolibéralisme a atteint ses limites ». En effet « le néolibéralisme est entré dans un processus de reflux, après son apogée [...] en 2007-2008, avec la grande crise : crise des subprimes aux États-Unis, puis crise des dettes souveraines et de l'euro, par ricochet, en Europe. »

Le début de la présidence Reagan correspond à l'activation de ce cycle né près de dix ans plus tôt, le « 15 août 1971, avec l'abandon de la convertibilité du dollar en or, [...] pour financer tout à la fois la guerre du Vietnam et la guerre des étoiles. [...] Dans le même temps, l'école de Chicago [...] théorise le *trop d'Etat*, *trop de syndicats*, *trop de conglomerats* et de monopoles. Elle plaide pour la dérégulation et la casse du système pour le rendre plus dynamique. »

Au début des années 1990, le communisme s'effondre et « politiquement, les États-Unis entrent dans l'ère Clinton », et ce cycle entre alors dans « une étape décisive. On considère que [puisque] le système américain a gagné [...] on va donc appliquer ses règles - libre échange, privatisations, dérégulation, démocratie à l'occidentale - aux quatre coins du monde. » C'est ce que les Américains vont faire après avoir « théorisé la chose en expliquant qu'il fallait délocaliser toute l'industrie polluante dans les pays émergents, et ne conserver sur le sol américain que les activités « nobles » et de conception. »

Mais cela s'est fait au prix de déficits insupportables : «... le vote Obama représentait déjà une tentative de sortir de ce piège [...] mais il a capitulé devant tous les lobbies. » « [...] Et c'est pour « récupérer de l'industrie manufacturière et de la matière fiscale » « que Trump a fait le choix, [...] parce qu'il a constaté l'échec d'Obama, [...] de casser la baraque », y compris en se montrant très provocateur. Il part du principe qu'avec l'*establishment*, la manière douce est inopérante. Donc il y va au chalumeau. [...] La contrepartie c'est que Trump s'est constitué un pool d'ennemis irréductibles qui feront tout pour se débarrasser de lui ». Toutefois « une partie du patronat » soutient Trump.

Certains patrons ont bien compris qu'un changement de cycle était déjà amorcé. » Mais il ne manque pas de souligner que « la difficulté à ce stade, c'est que ces choses-là ne s'opèrent pas en un claquement de doigts. Une décision d'investissement relocalisé peut demander des années d'études et de travail ».

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2017/03/le-cycle-neoliberal-touche-sa-fin.html>

Quel bilan pour l'euro ?

Dans une note de février, le très libéral Institut MONTAIGNE indiquait les risques de la sortie de l'Euro. Et le très sérieux CEPIL, dans une note écrite le 21 mars par différents experts dont Michel Aglietta, invitait à partir d'un modèle économétrique à relativiser les bienfaits d'une sortie...

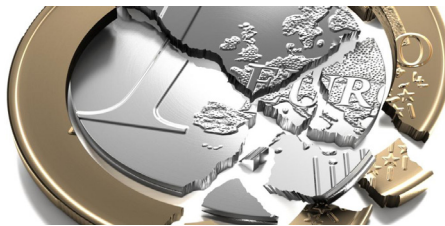
Pour ces experts, la sortie de l'euro n'entraînerait pas automatiquement une amélioration de la balance courante. Certains secteurs seraient avantagés comme le tourisme, d'autres non comme l'agriculture. Mais l'étude reconnaît qu'il est impossible de mesurer l'effet total d'une richesse sur les ménages ou encore les variations de change. En somme, tout départ de la zone euro serait un suicide économique et politique. Et si ce n'est pas le cas, les gains à espérer d'un départ sont modestes ou dérisoires.

Les citoyens que nous sommes sont alors placés dans une situation déroutante : il n'y aurait pas de salut hors de la zone euro, mais rien ne nous est dit des raisons positives d'y demeurer ! En effet, nous sommes au royaume de la démonstration par la négative. Aucun bilan sérieux des avantages de l'euro ne nous est offert. Si l'on prend le Livre Blanc consacré à l'avenir de l'Europe diffusé le 1^{er} mars, une seule occurrence positive de l'euro est énoncée : l'euro facilite les échanges. Une affirmation dénuée de preuves.

Il faudrait donc attendre des améliorations institutionnelles, un hypothétique fédéralisme, un aménagement du rôle de la BCE, des mesures dites sociales pour enfin voir l'euro donner tout son potentiel... Face à cet état de fait, le peuple est jugé impatient et bien évidemment gangréné par les populismes. Plus d'un quart de siècle après Maastricht, notre patience est encore sollicitée pour des lendemains qui déchantent ! L'aveuglement dogmatique l'a emporté une fois pour toutes et nous devons retenir que

l'euro est une bonne monnaie et qu'il faut le défendre. L'euro vaut pour lui-même. Mais qu'on prenne le temps, une fois au moins, de faire le bilan de ce fétiche. Ce travail a la beauté des choses inutiles car aussi précis soit-il, il ne pourra convaincre les membres de l'Eglise européenne. Au moment de nous livrer à cet exercice, nous devons tous garder en mémoire la mésaventure instructive de Yanis Varoufakis dans l'Eurogroupe. En bon universitaire, il a cru qu'il réussirait à démontrer que l'austérité tue la Grèce mais « il y avait un refus total d'entrer dans une discussion économique ». Mais ne désespérons pas de la raison, et livrons-nous à l'exercice.

Pour y parvenir, il convient de revenir aux espérances initiales de l'euro. Six arguments économiques ont été avancés dans le rapport Emerson de 1990 pour promouvoir la monnaie unique : la fin des incertitudes liées aux fluctuations des taux de change, la disparition des coûts de transaction et le développement des échanges intra-communautaires, la transparence en termes de prix et de coût, les rendements d'échelle en favorisant la taille des marchés, l'augmentation de la liquidité et de la largeur des marchés financiers européens, la capacité de la monnaie unique à devenir une monnaie internationale.



L'espace de cet article ne me permet pas de reprendre chacun des points mais prenons la question des échanges et du niveau de vie après plus de quinze ans de monnaie unique. L'économiste américain Andrew Rose, en 2000, estimait que la création d'une union monétaire entraînerait un triplement des échanges, d'autres études évoquaient un doublement des échanges. Or Antoine Berthou et Lionel Fontagné ont constaté en 2012 une hausse de 5% des exportations

françaises.

Pire : une étude de Leigh Drake et Terence Mills de 2010 suggère que l'adoption de l'euro a réduit le taux de croissance tendanciel, aussi bien dans la phase préparatoire de l'euro que dans celle qui a suivi son adoption.

Pire : dans une étude publiée en 2015, Perea et Fernandez se demandent, à partir d'un modèle économique, quelle aurait été la croissance du PIB par tête de la zone euro, si chacun de ses membres n'avait pas adopté l'euro. Ils observent qu'il n'y a pas eu d'accélération de la croissance comme l'espéraient ses promoteurs. Et ils notent dans leurs conclusions que, pour le Portugal ou l'Italie, la croissance aurait été plus forte loin de l'euro. Le cas italien est d'autant plus probant que l'Italie n'a pas connu une année de croissance depuis son entrée dans l'euro. Il faut ajouter que l'euro a revêtu un caractère procyclique. Lors de ses dix premières années d'existence, l'euro s'appréciait dans la phase de croissance faible et se dépréciait en croissance forte. Le surplus de croissance insufflé par la zone euro a été insuffisant pour que les États membres renouent avec la croissance annuelle moyenne d'avant 1992. Les grands pays comme la France, l'Italie ou l'Allemagne ont moins profité de l'euro, il a été profitable surtout avant la crise aux pays de taille moyenne comme l'Espagne ou de petite taille comme la Grèce, la Finlande et l'Irlande. Mais nous savons sur quelles bases fragiles et artificielles reposait la croissance de l'Irlande et la Grèce... En somme, avant la crise de 2008-2009, la zone euro allait mieux que dans les années 1990, mais n'allait pas bien. L'euro a fait diverger les économies, les a laissées vulnérables à la spéculation. Il n'était qu'un bouclier de verre ; il a offert une croissance atone et une politique économique inadaptée.

Mais tous ces arguments ont peu de poids puisqu'il a été décrété par nos faiseurs d'opinions et nos gouvernants que l'Union c'est la paix et que la monnaie, on s'y soumet ou on se démet. Peut-être est-il temps de reprendre notre destin en main et renoncer à cette monnaie inique plus qu'unique.

César MONDOVI

Tournant démocratique

I est 19h00, heure de Séoul (11h00, heure de Paris), ce dimanche 12 mars 2017.

Une limousine noire entourée d'une dizaine de motos de police quitte la Maison Bleue, le palais présidentiel de la République de Corée...

À son bord, Park Geun-hye. Quelques heures avant, la Présidente destituée avait encore une fois présenté ses excuses pour ne pas avoir mené son mandat à son terme. Les images de la sortie sont diffusées en direct à la télévision coréenne, tout comme celles de l'annonce de la destitution par la Cour constitutionnelle. Cette dernière avait validé 48 heures plus tôt la destitution de la Présidente Park votée par la *Gukhoe*, l'Assemblée nationale coréenne, le 9 décembre 2016. La décision ne faisait plus guère de doute. La Présidente Park avait refusé de se rendre devant la cour pour se défendre et les huit juges de cette même cour avaient rejeté à l'unanimité les arguments de Park Gue-hye. C'est la première fois qu'un chef de l'État coréen élu démocratiquement n'ira pas au bout de son unique quinquennat. Elle redevient une justiciable comme les autres, susceptible d'être entendue par les juges et, le cas échéant condamnée, d'autant plus que les plaintes contre elle s'accumulent. La fille du Général Park Chung-hee (lui aussi président de la Corée de 1963 à 1979) est engluée depuis plusieurs mois dans une affaire de corruption mettant en cause sa plus proche amie et collaboratrice, son parti (le *Saenuri*) et certaines grandes entreprises coréennes (*Chaebol*) comme *Samsung* et *Hyundai*. Des centaines de milliers de Coréens étaient descendus dans les rues dès le mois de novembre 2016 pour demander son départ.

La Corée met fin, en quelque sorte, à la dynastie des Park. Le général Park accéda au pouvoir en 1961

grâce à un coup d'État militaire qui renversa le gouvernement civil installé un an plus tôt. Face aux pressions de l'administration Kennedy, il dût se plier à des élections démocratiques en vue de briguer la présidence de la République, poste qu'il occupe *de facto* depuis 1962, suite à la démission forcée de Yun Po-sun. Peu à peu, il instaura un régime dictatorial qui déboucha sur une révision de la Constitution en 1972, le proclamant président à vie. Il donna, en 1973, son accord tacite pour le projet d'enlèvement et l'exécution de Kim Dae-jung (par la suite Prix Nobel et Président de Corée de 1998 à 2003), son principal opposant politique, avec la bénédiction de l'administration Nixon. Le projet échoua *in extremis* grâce à l'ambassadeur américain en poste à Séoul qui décida de désobéir à Washington.

Le « règne » de Park Chung-hee prit fin en 1979. Après avoir échappé de justesse à une tentative d'assassinat en 1974 (où sa femme perdit la vie), commandité par la Corée du Nord, il est assassiné par son ami de longue date Kim Jae-kyu, qu'il avait nommé à la tête de la *Gukga Jeongbowon*, les services secrets coréen. Il faut noter que c'est sous sa présidence que la Corée connut son premier boom économique et qui lui vaut d'être de nos jours dans le groupe des quatre dragons asiatiques. Vingt ans plus tard, sa fille, Park Geun-hye, entra elle aussi en politique. Elle fit, tout d'abord, ses premiers pas en politique en 1974, en tant que « Première Dame » de la République de Corée, après l'assassinat de sa mère. Elle se fit remarquer sur le plan national et international suite à sa visite en Corée du Nord où elle dîna avec le dirigeant communiste Kim Jong-il en 2010. Elle prit pour la première fois la tête du parti conservateur (Grand Parti National, aujourd'hui le *Saenuri*) en 2004. Candidate aux primaires de son parti en vue de l'élection présidentielle de 2008, elle y est finalement battue de justesse. Très populaire auprès

des Coréens, elle redevient présidente du parti conservateur en 2011, où elle entreprit de profonds changements en son sein. De nouveau candidate aux primaires en 2012, elle est investie par son parti après y avoir remporté plus de 84% des suffrages. Le 19 décembre suivant, elle est élue Présidente de la République de Corée avec 51,6% des voix, devenant ainsi la première femme à diriger le pays. Sa présidence est très vite décriée par les Coréens et par plusieurs ONG dénonçant une dérive autoritaire, notamment ce qui concerne la liberté de la presse. Après la destitution votée par le Parlement en décembre 2016, le ministre de la Culture coréenne est mis en cause suite à la mise au jour d'un fichier listant un peu plus de 100 000 artistes défavorables à la présidente Park. Ils étaient, par ailleurs, interdits de subvention et surveillés par les autorités.

La Constitution coréenne (révisée en 1987) prévoit, en cas de destitution du Président de la République, une élection présidentielle anticipée sous 60 jours. La date du 9 mai, date butoir, a été annoncée par le Gouvernement coréen le 15 mars. L'intérim est assuré par le Premier ministre actuel Hwang Kyo-ahn, intérim assuré *de facto* depuis le vote de la destitution par la *Gukhoe*. Il a indiqué ne pas vouloir être candidat à l'élection présidentielle. Longtemps désigné comme favori par la presse coréenne et internationale avant même que la destitution de Park Geun-hye ne soit validée, Ban Ki-moon (ancien Secrétaire général de l'ONU et ancien Ministre des Affaires étrangères de Corée), lui aussi touché par deux affaires de corruption dont une mettant en cause son frère et son neveu à New-York, a fait savoir qu'il ne sera finalement pas candidat à l'élection présidentielle pour le *Saenuri*. A ce jour, le pays risque de connaître l'alternance politique avec l'élection de Moon Jae-in du Minjudang (Parti Démocrate, de sensibilité libérale), candidat malheureux face à Park Geun-hye en 2012, qui est le favori dans les sondages.

PAK Taegon

Le nouveau monde selon Marcel Gauchet (2)

Le nouveau livre de Marcel Gauchet est présenté en quatre articles : les deux premiers ont été publiés sur le blog www.bertrand-renouvin.fr, le troisième dans notre numéro 1118. Voici le quatrième.

La modernité ultralibérale nous enferme dans une « prison sans barreaux » [471] et nous conduit à une « impasse suicidaire » [636]. Au fil de son analyse, Marcel Gauchet énonce des constats implacables qui seraient désespérants s'il ne nous permettait pas de repérer, au sein de ce processus d'autodestruction, le travail d'une nouvelle positivité. Dans la dernière partie de son ouvrage, on ne trouvera pas d'exhortation réconfortante à sauver ce qui peut l'être du vieux monde. Ce n'est pas une subtile philosophie réactionnaire qui nous est offerte, ni un solide manuel conservateur mais une réflexion sur la manière dont la révolution moderne se poursuit.

Cette réflexion est engagée, militante puisque Marcel Gauchet appelle à une « bataille » contre les illusions que l'organisation autonome entretient sur elle-même. Cette bataille est à mener au sein de la modernité et non contre elle. Nous ne pouvons pas restaurer la structuration religieuse, le vieil ordre hétéronome, et ceux qui tentent aujourd'hui cette restauration en invoquant l'islam originel sont tout entiers livrés à un fanatisme éradicateur qui signe leur échec. Les restaurations politiques sont également promises à l'échec et les monarchistes qui tenteraient de nouer une alliance entre le trône et l'autel selon leurs fantasmes historiques sont condamnés au ridicule ou à

la violence. Nous venons d'entrer dans la seconde modernité, nous ne reviendrons pas avant la première qui commence au XVI^{ème} siècle !

Plutôt que de cultiver des nostalgies qui relèvent souvent d'une prodigieuse méconnaissance de l'histoire de la civilisation européenne, il faut prendre la mesure du programme philosophique présenté par Marcel Gauchet : « Le programme de la première modernité a été le dégageant des moyens de l'autonomie. Le programme de la seconde, dans laquelle nous sommes embarqués, bon gré, mal gré, s'annonce pour être celui de l'apprentissage de leur emploi » [640]. Mais rien ne sera possible sans un effort de compréhension de la société de la seconde modernité, qui conduit dans un premier temps à distinguer entre autonomie structurelle et autonomie substantielle. L'**autonomie structurelle** prétend réaliser tout le possible en produisant un discours unanimiste sur ce que devrait être l'**autonomie substantielle**. Ce discours qui semble aller de soi accompagne le processus d'autodestruction évoqué plus haut et le maintient dans un épais brouillard : « Le politique tend à se cacher derrière la politique, en accréditant l'idée d'une société universelle, naturelle et spontanément agissante, autrement dit une société capable de se passer de sa fonction instituante et médiatrice. Le droit tend à faire oublier la matrice sociale de l'individu, en présentant celui-ci comme une donnée première et naturelle. L'orientation historique, de son côté, valorise à tel point l'action au présent en vue de la production de l'avenir qu'elle secrète l'indifférence pour le contenu effectif de cet avenir, tout en neutralisant parallèlement l'intérêt pour le sens du passé. Elle

appelle à une action qui tend à détourner ses acteurs de se demander l'histoire qu'ils font » [642-643].

Le politique, la société et l'histoire résistent à l'anéantissement. L'irréalisme, c'est nier ces résistances au risque de provoquer un « retour incontrôlé du refoulé » [659]. Le réalisme, c'est prendre acte du basculement dans l'autonomie et prendre appui sur l'infrastructure politique, sociale et historique pour réorienter le cours de la modernité en conjurant son nihilisme. Le défi est considérable, il suppose un engagement sur le très long terme, sans les assurances que donnaient les grands récits hégélien et marxiste. Nous ne pouvons pas savoir s'il y a un accomplissement temporel et spirituel de l'histoire mais nous pouvons nous employer à conjuguer les forces, à favoriser le travail du positif dès lors que nous sommes convaincus que l'individualisme ultralibéral est suicidaire. Selon quelles modalités et pour quel objectif ?

Il s'agit de vouloir la **liberté**. « L'histoire de la libération est derrière nous : l'histoire de la liberté commence » [742]. Vouloir la liberté, c'est empêcher que l'autonomie se ruine en devenant une nécessité implacable et globale. Pas de liberté personnelle sans participation au pouvoir collectif. Pas de liberté, pour la personne et sa collectivité, sans liberté de choisir entre des possibilités multiples. Dès lors, le programme philosophique et politique consiste à désigner les conditions de possibilité de la liberté. C'est affaire de méthode. Au lieu d'ériger en absolu l'État, la Nation, l'Histoire, puis le Droit et l'Individu, il faut cultiver la science des médiations, du mixte, de la dialectique. Au lieu de regretter une hétéronomie religieuse idéalisée, il faut assurer le fonctionnement aussi rationnel que possible de la structuration autonome : elle n'efface pas l'héritage théologique ; elle ne saurait mésestimer le « potentiel de réinvention théologique » [192] qui se déploie aujourd'hui (1) et les croyants sont invités à participer, en tant que citoyens, à la tâche collective.

Quant aux **médiations**, le souci primordial est l'articulation du particulier et de l'universel. L'État national est le moyen de cette articulation mais sans prétention à l'exclusivité puisqu'il se pense et s'inscrit de manière toujours problématique et parfois conflictuelle dans le concert des nations européennes et dans l'internationale planétaire des nations. Marcel Gauchet souligne que l'Europe reste à la pointe de la modernité en raison de sa dynamique historique : « ce n'est pas de vieillesse que souffre l'Europe, mais de jeunesse. Elle est à la peine parce que la vitesse acquise de son parcours l'a propulsée à l'avant-garde du moderne » [217]. Dès lors que la nation est située dans le monde comme partie prenante ni dominée ni dominante, il est possible de concevoir la collectivité nationale comme le lieu où s'organisent le politique, l'économique et le social selon un **régime mixte**. Le fonctionnement de ce régime est assuré par un système très complexe de médiations qui assurent la mise en relation de la réflexion abstraite et des domaines concrets, de l'ordre symbolique et de la rationalité pratique.

L'**institution politique** qui joue un rôle décisif dans l'international comme dans le national, est elle-même médiatrice et médiatisée par le droit, par l'État, par la société, par l'histoire. Contre la fiction d'une démocratie directe, Marcel Gauchet défend la démocratie représentative qui permet la participation des citoyens à la décision – sans méconnaître les difficultés que soulève la distance entre représentants et représentés. Il esquisse aussi une réflexion novatrice sur le **socialisme** débarrassé de ses dévoiements idéologiques et politiques : « Si l'idée de socialisme peut reconquérir une pertinence, ce ne sera pas au titre du dépassement/accomplissement nécessaire de la société telle qu'elle existe, mais, à l'opposé, au titre du façonnement délibéré et artificiel d'une société davantage conforme à l'idée d'une société accomplie – la question devenant alors celle des limites dans lesquelles l'humanité peut se définir et se vouloir en conscience » [144].

Observations

Je me suis efforcé de présenter, de manière forcément incomplète, le quatrième tome de cette histoire de l'avènement de la démocratie qui va maintenant être soumis à une réflexion critique aussi dense que celle inaugurée, voici trente ans, par la publication du *Désenchantement du monde*. Je ne prétends pas contribuer ici à cette réflexion générale car je voudrais relever ce qui touche à notre propre projet politique – à la monarchie royale telle que nous pouvons l'envisager à partir de l'observation des monarchies effectivement instituées aujourd'hui en Europe.

Bien entendu, il ne s'agit pas de « récupérer » Marcel Gauchet ! D'une manière générale, nous travaillons avec les œuvres achevées ou en cours de publication, nous sommes travaillés par elles et nous avons souvent le privilège de pouvoir discuter directement avec leurs auteurs. Pour nous, cette histoire de l'avènement de la démocratie est une redoutable mise à l'épreuve puisque c'est l'histoire de la fin de la structuration hétéronome pour laquelle la monarchie sacralisée de diverses manières s'était fortement illustrée. De fait, les sources plus ou moins imaginaires qui alimentaient les théories contre-révolutionnaires et qui inspirent aujourd'hui le prétendu « légitimisme » et l'absolutisme maurassien sont taries et recouvertes par cinq siècles de modernité. On peut bien sûr concevoir une restauration antimoderne mais cette tentative traditionaliste aboutirait à une anti-histoire aussi peu porteuse d'avenir que les spectacles Son et Lumières.

L'engagement royaliste qui nous est spécifique nous a conduits à une réflexion générale sur le pouvoir politique, la nation, l'État, la République, la démocratie, sur les principes de l'organisation sociale et sur le statut de l'économie. Après la révolution de 1975, que nous avons partiellement devinée et ressentie – c'est une autre histoire – nous avons compris grâce au débat que nous avons avec la nouvelle génération intellectuelle qu'il fallait d'abord et avant tout sauver le



Politique, sauver la République – c'est la même chose. Cette tâche demeure primordiale et Marcel Gauchet nous en montre l'urgence sans que notre projet spécifique s'en trouve pour autant justifié.

Je constate simplement que la seconde modernité telle que la décrit Marcel Gauchet le récuse mais ne l'interdit pas. En Europe de l'ouest, la monarchie nationale, royale, démocratique et parlementaire a résisté et son idée demeure populaire dans plusieurs pays de l'Est alors que les monarchies impériales ne peuvent survivre à la généralisation des États nationaux. Dans le modèle européen de monarchie nationale, il y a couronnement du système de médiations qui existe dans toutes les démocraties parlementaires par une autorité symbolique permanente qui n'entrave pas le pouvoir politique effectif et il y a, selon l'histoire et le droit, une dialectique de la personne royale et de l'institution politique qui permet, hors artifices de la communication politicienne et technocratique, d'humaniser la fonction politique et de la relier au peuple des citoyens. Dans le débat sur le politique, voilà qui mérite d'être pris en considération.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. sur mon blog les articles consacrés à l'œuvre de Bernard Bourdin et ma présentation dans le numéro 1104 de *Royaliste* de son ouvrage : *Le christianisme et la question du théologico-politique*, Cerf, 2016.

NB : Les chiffres entre crochets renvoient aux pages du livre.

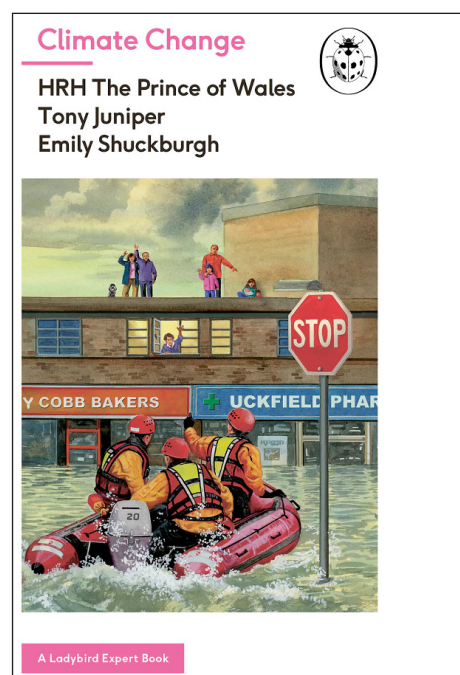
Un engagement princier

L'un des arguments favorable à la monarchie est sans aucun doute la prise en considération du temps long, difficilement envisageable pour un représentant bénéficiant d'un mandat de 5 ou 7 ans. C'est donc tout naturellement que l'écologie est devenue le cheval de bataille de la Couronne Britannique. Cela fait plus de cinquante ans que le Prince de Galles informe le peuple sur le changement climatique et les risques qu'il présente.

Le Prince Charles s'est toujours entouré de spécialistes, cherchant à comprendre les enjeux, les préoccupations des écologistes et des climatologues. C'est ainsi qu'il a rencontré Tony Juniper, un militant écologiste qui est depuis lors devenu le conseiller spécial des oeuvres caritatives du prince de Galles. Lorsque l'idée d'écrire un livre de vulgarisation scientifique sur le climat a surgi, les deux hommes se sont donc associés spontanément. Tony Juniper raconte qu'un soir le Prince Charles l'a appelé avec l'idée de créer un guide à l'usage de tous », lui demandant « Est-ce que tu aimerais réfléchir à la manière dont on devrait le faire? ». Il voulait présenter quelque chose que tout un chacun pourrait lire, et qui rétablirait la vérité sur certaines informations délibérément fausses publiées ces dernières années.

Le livre reprend la présentation traditionnelle des *Ladybird Books*, une collection de documentaires pour enfant des années 1960-1970 : une couverture cartonnée, des illustrations un peu surannées et un maximum de 250 mots par page. L'outil semble un peu rudimentaire, si ce n'est simpliste, mais il a l'avantage d'aller droit au but. Chaque chapitre répond à une problématique claire : *Que se passe-t-il ? Pourquoi ? Que pouvons-nous y faire ?* Chaque idée est reliée aux ex-

périences quotidiennes des lecteurs. On n'y trouve pas d'idées abstraites, hermétiques au plus grand nombre, comme des statistiques ou des projections futures, qui semblent particulièrement manipulables pour des novices. Dans son introduction, le Prince Charles espère que cette mo-



deste contribution alertera le public sur la présence du « loup devant la porte » et qu'elle contribuera à faire évoluer les mentalités en encourageant les bonnes volontés à prendre les mesures nécessaires. Ce livre de vulgarisation, relu et approuvé par sept éminents chercheurs coordonnés par la Société royale de météorologie, explique les choses de manière fluide et agréable.

Tony Juniper affirme, non sans humour, qu'il espère qu'un exemplaire de ce livre atterrira sur le bureau ovale du Président Trump, pour qui « personne ne sait si les changements climatiques sont vraiment réels. » L'ouvrage se concentre tour à tour sur les risques de santé publique posés par une météo extrême, sur les bénéfices concrets que les sociétés gagnent en prenant le virage écologique. Il a le mérite de montrer qu'il y a urgence, mais il n'est pas non plus alarmiste.

Un mois après sa sortie, le livre était déjà dans le *top 10* du *Sunday Times*, mais cela n'a pas empêché les mauvaises langues de s'exprimer. Mais les quelques remarques, en passant, sur la tendance exacerbée qu'a le Prince à faire part de ses opinions politiques n'ont pas atténué le succès de ce livre qui a été reçu très favorablement par l'ensemble des médias - même les moins favorables à la Couronne, comme le *Daily Telegraph* ou le *Sun*. Bien entendu, un seul livre ne sera pas suffisant pour faire changer les habitudes de milliers de Britanniques. Mais, avec plus de 7000 exemplaires vendus, ce livre sur le changement climatique pourrait bien atteindre une population jusque là mal informée. Présenter l'histoire du changement climatique, de la science ainsi que les conséquences et les solutions que nous pouvons proposer, d'une manière qui ne choque pas la branche la plus à droite des médias britanniques est très certainement un pas dans la bonne direction.

Le fait que le Prince Charles ait participé activement à la rédaction de cet ouvrage est, par ailleurs, un argument très fort en sa faveur. On se souvient tous de l'émoi qu'avait causé le Prince William, duc de Cambridge, lorsque celui-ci s'était inquiété sur le fait qu'il n'y aurait probablement plus d'éléphants en liberté quand sa fille aurait 30 ans. Il est clair que la royauté peut porter ce type de message, sans être taxée de mensonge ou d'opportunisme politique. Plusieurs fois, pourtant, le Prince Charles a été critiqué pour ses prises de position. Ainsi, lorsqu'il avait alerté les populations en affirmant, dès 2012, que « l'humanité commettait un suicide à grande échelle » si elle ne prenait pas conscience des enjeux écologiques. Un an auparavant, il avait établi un lien entre dégradation du climat et guerre en Syrie. Tout ceci avait fait que le Prince semblait effectivement soutenir les Verts, d'un point de vue politique, et c'est loin de ravir les médias. D'où l'utilité de ce livre qui n'a d'autre ambition que de rappeler les faits vécus et observés au quotidien par les Britanniques.

Mathilde VELLINY

H.R.H. Prince of Wales, Tony Juniper & Emily Shuckburgh, *Climate Change*, Ladybird Books: 2017

L'intimidation contre le débat

Bien sûr, la mauvaise foi et les pratiques d'intimidation dans les joutes intellectuelles ne sont pas d'aujourd'hui. Déjà, Socrate combattait les sophistes ; et de siècle en siècle, les protagonistes se sont mutuellement reprochés leurs procédés pour déstabiliser le partenaire, les uns et les autres pouvant être de première qualité. Pensons simplement pour le XVII^e siècle aux *Provinciales* de Pascal et à *La relation sur le quietisme* de Bossuet. Les jésuites pouvaient avoir le sentiment d'être maltraités par un auteur voulant à toute fin les convaincre de laxisme moral, et Fénelon pouvait concevoir à l'égard de M. de Meaux quelque ressentiment pour ses imputations dans le domaine si délicat de la mystique. Bien longtemps après, les disputes peuvent se poursuivre sans qu'on puisse envisager un arbitrage définitif. Rien qui plaide, à mon sens, en cela, en faveur d'un relativisme absolu. Au contraire, l'ardeur du débat ne met que mieux en valeur les ressources de l'intelligence critique. Ce peut être même une joie que de savourer les subtilités du débat, avec ce qu'elles révèlent des replis de l'âme. Mais tout se gâte, lorsque cette joie fait place à ce qu'on appelle en ce moment les passions tristes, celles qui rendent impossible le débat à force de brutalité hargneuse.

Or, de ce point de vue, le vingtième siècle s'est particulièrement distingué. « On ne peut que donner raison à Orwell, note Jean-Claude Michéa, lorsqu'il soulignait qu'après le désastre humain de la Première Guerre mondiale et de la Révolution russe – deux des sources principales de ce que l'historien américain George Mosse appellera la "brutalisation" – c'était bel et bien un nouveau régime de fonctionnement intellectuel, ou plus exactement "idéologique" qui allait se mettre en place tout au long du XX^e siècle. » Orwell mettait en cause particulièrement politiciens, historiens et sociologues. On aurait pu croire que la chute du mur de Berlin aurait changé les mœurs, en adoucissant le climat d'intimidation, dont un Albert Camus avait été victime en son temps. Mais il n'en est rien. Force est de constater, quasiment tous les jours, que le débat des idées se trouve gravement entaché par des manœuvres sournoises et de nouveaux procès inquisitoriaux. C'est cette situation étouffante qui a incité Jean-Claude Michéa et Pierre Manent à encourager André Perrin à réunir une série d'études qui démontent les systèmes d'intimidation en cours. L'auteur, philosophe de profession, ne cède nullement à la tentation du pamphlétaire ni même à celle du polémiste qui aurait pourtant des motifs sérieux de répliquer à tant de scandales pour l'esprit. On pourrait, comme Michéa, le définir tel « un libéral à l'ancienne », qui préfère s'en tenir à la stricte critique argumentée, en ne retenant que les faits et en ne suivant que les principes de la raison. Neuf débats contemporains sont ainsi analysés, qui correspondent à autant de scènes balzaciques de la vie contemporaine. Car ils ne concernent pas seulement quelques initiés, ils s'exposent largement au public le plus étendu, ne serait-ce que pour lui imposer la ligne idéologique obligatoire et désigner à sa vindicte des coupables dûment

condamnés et déshonorés. La première scène analysée est tout à fait emblématique à ce propos. Il s'agit de l'incroyable réception faite à un ouvrage qui pouvait certes provoquer la discussion et qui l'appelait sans doute, mais pas à ce point où l'historien, Sylvain Gouguenheim, se retrouve ainsi la corde au cou, accablé des crimes qu'on ne pardonne pas. Dans *Aristote au Mont-Saint-Michel*, il avait voulu nuancer l'opinion commune qui selon laquelle la pensée grecque ait été exclusivement transmise au Moyen Âge par l'intermédiaire de l'islam. Plutôt que de répondre sereinement aux arguments avancés, les contradicteurs se lancèrent dans une véritable cabale, pétitions à l'appui. Gouguenheim fut accusé « de tenir des propos dictés par la peur et l'esprit de repli, de poursuivre un répugnant dessein, d'être un raciste culturel et un islamophobe alimentant les discours xénophobes et le choc des civilisations. La reprise de certains passages de son livre sur les sites d'extrême droite fournissant la preuve de ses fréquentations intellectuelles douteuses. » Pour corser le tout, la directrice de la collection « L'univers historique » du Seuil devait révéler par la suite que plusieurs des signataires de la pétition publiée par *Le Monde* lui avaient demandé qu'elle leur envoie le livre après avoir signé, avouant implicitement qu'ils ne l'avaient pas lu. Cette affaire est scandaleuse d'évidence. Mais André Perrin s'attache à saisir la mécanique intellectuelle à l'œuvre, le lynchage se substituant à l'argumentation qui aurait dû être première, s'il y avait désaccord. Il note au passage que les défauts reprochés à Gouguenheim s'appliqueraient autant à un ouvrage aussi célèbre que *L'histoire de la folie à l'âge classique* de Michel Foucault, épargné pourtant par ce genre de chasse à l'homme.



Chacune des scènes évoquées ne correspond pas seulement à une manipulation, elle touche à un sujet particulièrement prégnant de l'actualité nationale et internationale. Par exemple, la question du racisme, de l'antiracisme et de la police du langage affleure quasi quotidiennement dans les médias et elle se trouve sérieusement compromise par des imprécisions conceptuelles, qui permettent équivoques et soupçons. Il en va de même de celle de civilisation qui justifie parfois des procès en sorcellerie. André Perrin s'applique soigneusement à éclaircir un sujet passablement embrouillé, où parfois les spécialistes eux-mêmes se contredisent d'une phrase à l'autre. On retient sa conclusion si éclairante. Ce que l'on reproche à ceux qui glorifient leur civilisation c'est souvent leur ethno-centrisme. Mais si l'on veut à toute fin l'ouverture à l'autre, la civilisation souhaitée sera celle qui fera suffisamment preuve d'humilité pour recueillir des autres tout ce qu'elle offre de richesse d'humanité. La civilisation est toujours à conquérir sur soi-même. Voilà qui nous éloigne singulièrement des travers fustigés dans sa préface par Jean-Claude Michéa, et qui caractérisent des règlements de compte policiers. Philippe Muray parlait aussi de ce goût du pénal, qui pousse tant d'idéologues à conclure leurs débats dans les prétoires, pour aboutir à la condamnation judiciaire de qui leur déplaît.

Gérard LECLERC

André Perrin, *Scènes de la vie intellectuelle en France. L'intimidation contre le débat*, L'Artilleur.

Les romans d'entreprise

Le jury du prix du roman d'entreprise et du travail (composé de chefs d'entreprise, de journalistes, de DRH et de syndicalistes) vient de distinguer cette année *Le grand marin* de Catherine Poulain, paru aux éditions de l'Olivier.

La sélection présentée est le reflet fidèle du rapport qu'entretiennent nos concitoyens au travail. Que les protagonistes aient un emploi ou soient chômeurs, qu'ils soient fonctionnaires ou salariés du privé, qu'ils exercent une activité intellectuelle ou manuelle... ils n'éprouvent que souffrance physique ou mentale, malaise individuel et collectif, rejet de la hiérarchie et des organisations imposées par des gestionnaires guidés par un seul principe : réduire les coûts et améliorer les résultats, au détriment du travail et de la personne qui le réalise.

Mais, dans cette noirceur, apparaît de temps en temps une lueur d'espoir liée à la fois au style des auteurs ou à l'originalité du sujet traité. C'était le cas du lauréat de 2015, Jean-Paul Didierlaurent avec *Le liseur du 6 h 27* (Allary éditions). Le personnage principal n'aime pas son travail de machiniste sur une broyeuse de livres, mais y trouve de petites compensations, notamment le plaisir de lire à haute voix, chaque matin dans son train de 6 h 27, des extraits de romans célèbres. Le récit est alerte et les situations, cocasses. Dans *Avec vue sous la mer*, primé en 2016, une fois encore, le personnage principal n'aime pas son boulot, mais au lieu d'abandonner, il persévère et en s'impliquant davantage dans ce qu'il fait, il acquiert une reconnaissance qui lui a toujours manqué. Par son sens des dialogues et les images qu'il emploie, Slimane Kader parvient à restituer la réalité de ce héros malgré lui.

Cette année, un roman largement au-dessus du lot, mais qui n'a malheureusement pas été primé : *Police* d'Hugo Boris (Grasset). Il met en scène trois policiers chargés de reconduire à la frontière, en l'occurrence à Roissy Charles de Gaulle, un clandestin. Durant le trajet qui les amène du centre de Paris à l'aéroport, les personnages se révèlent à eux-mêmes et aux autres dans toute leur complexité, ils ne sont pas des fonctionnaires sans états d'âme, mais des hommes et des femmes qui ont une vie en dehors du travail et qui se trouvent confrontés à un dilemme : poursuivre leur mission tout en sachant que leur prisonnier encourt la mort s'il retourne dans son pays ou désobéir aux ordres. Par son écriture, l'auteur embarque le lecteur dans le véhicule et le pousse à prendre parti pour le clandestin, tout en le rendant complice des policiers. À travers ces romans, se dessine en creux le monde du travail auquel aspirent les travailleurs de notre temps : plus de sens, de reconnaissance, de dignité, de solidarité, moins de compétition et surtout un travail qui ne leur bouffe pas la vie.

Un monde sans pitié

Diplômée d'art graphique, Mathilde Ramadier a cru qu'elle allait s'épanouir dans l'univers enchanté des jeunes pousses ou *startups*. Elle a très vite découvert que ces entreprises qu'on dit performantes sont le petit enfer des temps postmodernes.

Quatre années passées dans une quinzaine de ces boîtes qui font rêver parce qu'elles peuvent devenir très grosses : cela fait une solide « observation participante » - celle d'une graphiste qui a étudié la philosophie - et cela permet de publier un rapport d'expérience. Celui de Mathilde Ramadier est implacable (1). Avec quelques réussites évaluées en milliards de dollars, la *Silicon Valley* a créé une illusion planétaire qui stimule les désirs d'innombrables individus et qui fascine la « gouvernance ». La *startup*, c'est la jeunesse, le dynamisme, l'innovation, la promesse de la sortie de crise...

La jeune pousse, quand on y entre, semble conforme à sa légende dorée. On te tutoie, on fête ton anniversaire avec un gâteau et des bougies comme dans une famille parce que la boîte est une famille, on te fait participer à des jeux, on t'offre des bonbons, il y a de la bière à la cuisine et des fêtes après le travail. La hiérarchie est « plate » parce que tout le monde est décideur (ou presque) et parce que tous les membres de la famille ont un titre époustouillant : *People manager* (DRH), *Traffic manager* (directeur des programmes), *Office manager* (secrétaire bonne à tout faire). Dans le bureau sans cloisons (dites *open space*) on utilise une novlangue à base de mots plus ou moins anglais : on est *cool*, on communique ses sentiments par *smiley*, on vise la *growth* (croissance), on pratique la *gamification* qui fait du travail un jeu et le *team bonding* car après le bureau les collègues sont encore et toujours de chouettes copains...

Hélas, l'entreprise du nouveau monde n'est qu'un piège, parfois un enfer qui conduit au *burn out* ou au *bore-out* - à la dépression provoquée par l'extrême ennui. Les contrats sont à court terme, on est payé avec un lance-pierre, le comité d'entreprise relève de l'impensable, on est viré pour un sourire de trop, on est astreint à des tâches répétitives, accablantes, abêtissantes, dans un petit monde infantile, régenté par un gourou lointain - la plupart du temps un crétin promis à la faillite car 90% des *startups* échouent. Mathilde Ramadier découvrira que l'employé ne crée pas de produits : il est lui-même le produit, évalué, rentabilisé - avec cette particularité qu'il carbure souvent à l'alcool pour tenir le coup.

Ministres plus ou moins intègres, lisez ce livre au lieu de dire n'importe quoi!

Sylvie FERNOY

(1) Mathilde Ramadier, *Bienvenue dans le nouveau monde, Comment j'ai survécu à la coolitude des startups*, Editions Premier Parallèle, 2017.



PARUTION LE 17 AVRIL

**Bernard Bourdin
Jacques Sapir**
avec Bertrand Renouvin

SOUVERAINETÉ, NATION, RELIGION

Dilemme ou
réconciliation ?



PERMANENCES LES SAMEDIS APRÈS-MIDI

Plusieurs membres du Comité directeur de la NAR et de la rédaction de **Royaliste** tiennent une permanence dans nos locaux, le samedi après-midi, de 15 h 00 à 18 h 00

Prochaine réunion le 8 avril

Samedi 1^{er} avril

À l'occasion du congrès de la NAR, nous vous invitons

AU VERRE DE L'AMITIÉ

à 18h00, dans nos locaux :
38 rue Sibuet, 75012 PARIS

CONGRÈS

Notre congrès se tiendra à Paris les 1^{er} et 2 avril. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer.

Nous rappelons à nos lecteurs que l'abonnement à *Royaliste* ne vaut pas adhésion. Mais toutes celles et ceux qui souhaiteraient prendre une part plus active à la vie de notre mouvement sont invités à nous apporter le soutien de leur adhésion. Nous envoyons la documentation nécessaire, sur simple demande.

Le Comité directeur

Communiquer avec la NAR :

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

Tél. : 01.42.97.42.57

Nous suivre sur Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'**abonné des mercredis** annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredis 29 mars :

Marcel Gauchet - « Le nouveau monde »

Mercredi 5 et 12 avril :

pas de réunion, en raison des vacances de printemps.

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Capacités et incapacités frontistes

Depuis le trop fameux « tournant de la rigueur » de 1983, le Front national a été capable de réunir un électorat de plus en plus impressionnant sur le rejet de l'immigration auquel s'est ajouté le rejet de l'islam mais aussi, dès ses débuts, le rejet du mondialisme et de l'*establishment*. Jean-Marie Le Pen a fait preuve d'une remarquable intelligence tactique, mise au service d'une stratégie de gestion patrimoniale des acquis frontistes qui impliquait le refus de prendre le pouvoir ou d'y participer.

Un imaginaire s'est constitué autour des « arabo-musulmans » à partir d'éléments historiques – la guerre d'Algérie – et de fragments de réalité. Il a suscité d'innombrables débats qui étaient nécessaires mais qui ont occulté les causes du malheur français : adhésion à l'ultralibéralisme, décomposition sociale, passage au Marché unique et à l'euro, domination allemande. Le Front national de Jean-Marie Le Pen a efficacement exploité les colères et les angoisses provoquées par ces évolutions catastrophiques, mais son nationalisme xénophobe excluait une entente patriotique susceptible de créer un choc frontal entre les défenseurs de la nation française et le camp européen-mondialiste. Le trouble de la conscience nationale s'en trouva fortement aggravé.

Le Front national de Marine Le Pen a fait preuve d'une capacité supérieure : il a fait fructifier le capital xénophobe grâce au terrorisme, mais il a gonflé le capital anti-européiste et les thématiques sociales afin de séduire toute la clientèle des humiliés et des offensés. Stratégie payante : la présidente du Front national est désormais « en capacité » de se faire élire à la présidence de la République.

Mais cette élection possible marquerait le brutal retournement de toutes les capacités tactiques et stratégiques en incapacités politiques. Si Marine Le Pen est élue, les promesses frontistes se heurteront immédiatement aux contraintes institutionnelles : avant de pouvoir agir, il faut que le parti du président gagne les élections législatives. Or le Front national est une formation électorale qui repose sur le charisme de sa présidente et sur deux personnalités qui s'opposent sur la ligne du parti : Florian Philippot qui privilégie

la souveraineté et Marion Maréchal-Le Pen, qui mélange les thématiques identitaires à celles de la droite libérale. Ces définitions sont approximatives car le Front national est un parti très moderne, sans idéologie, sans intellectuels, qui ne compte pas plus de trois ou quatre ministrables et qui est trop interclassiste pour avoir une base sociale. Gagner des élections législatives avec ce semblant d'appareil, face à la réaction de tous les autres partis qui cultiveraient la peur, voilà qui relèverait de l'exploit !



Admettons que le Front national soit capable d'un tel tour de force. Pour maintenir la paix civile, il faudrait que Marine Le Pen, le gouvernement et la majorité parlementaire passent d'une gestion identitaire qui appelle au conflit interethnique à une politique de l'unité nationale. Dans un climat très tendu, avec une base militante qui tient pour primordiale la lutte contre l'immigration, il est hautement probable que le Front national sera incapable de passer du conflit identitaire à une politique de rassemblement. Dès lors, il démontrera son incapacité générale :

S'il choisit la ligne identitaire avec Marion Maréchal-Le Pen comme Premier ministre, la violence politique augmentera et le gouvernement se heurtera aux réalités juridiques, administratives, politiques et simplement humaines : comme au temps de Nicolas Sarkozy, il y aura des rodомontades, quelques expulsions spectaculaires, une augmentation du nombre des étrangers si l'on parvient à supprimer le droit du sol... mais la population française restera toujours aussi diversement colorée.

S'il choisit la ligne souverainiste avec Florian Philippot et donne la priorité à la sortie de l'Union européenne, de la zone euro et de l'Otan, il faudra qu'il soit soutenu par un grand mouvement populaire – donc qu'il ait réussi au préalable l'impossible passage de l'identité à l'unité.

Marine Le Pen reste prisonnière de la dynamique qui a fait son succès. Elle nous demande de parier sur le pari qu'elle fait : transformer les colères et les haines du peuple français, aussi différentes ou contradictoires soient-elles, en adhésion à une politique qui trouverait sa cohérence dans les multiples conflits qu'elle ouvrirait. C'est faire courir à la France et aux Français un risque considérable.

Bertrand RENOUVIN